Mercredi, 13 juin 1849. 1re année. — N° 17.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

ÉDITION DU SOIR.

On ne reçoit pas d'abonnements
A L'ÉDITION DU SOIR.

ABONNEMENTS
A LA GRANDE ÉDITION DU MATIN
PARIS . . 24 fr. par an.
— 2 » par mois.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, 7.

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 24 mai 1848.)

PARIS, 13 JUIN.

VIVE LA CONSTITUTION!

On crie *Vive la Constitution!*

La Constitution est donc en péril.

Cependant, sans y regarder de trop près, le pouvoir exécutif fait attaquer avec trop d'énergie des citoyens qui se bornent à crier : *Vive la Constitution!*

Est-ce donc un crime que de pousser ce cri ? Et pour plaire à la réaction faut-il crier : *à bas la constitution?*

Singulière situation que les amis de l'ordre font aux défenseurs de la Constitution!

Il faut que le pouvoir laisse le temps au Peuple de se reconnaître, non-seulement au Peuple de Paris, mais encore au Peuple des départements.

Il est évident qu'il y a au moins doute. Or résout-on un doute avec des fusillades ou des charges de cavalerie non précédées de sommations?

Il semble que le Pouvoir Exécutif ait soif de répression sanglante tant il met de hâte à engager la lutte.

Cependant la paix pouvait être conservée : il s'agissait seulement d'avoir de l'équité et de la modération.

Aujourd'hui nous avons vu le Peuple montrer beaucoup de modération, la réaction seule a fait preuve de violence.

Or, la violence appelle la violence!

Que dira la France en apprenant ce qui s'est passé aujourd'hui à Paris?

Sa réponse sera la vérité; nous l'attendons avec confiance. Que le pouvoir exécutif fasse comme nous, et qu'il suspende ses actes extra-énergiques, propres seulement à irriter le Peuple français.

Nous sommes les historiens de la révolution qui commence. Révolution en avant ou révolution réactionnaire. Plus tard nous en serons les appréciateurs.

Aujourd'hui, conformément aux divers avis que nous avons publiés ce matin à onze heures la garde nationale représentée par plusieurs milliers de citoyens de toutes les légions s'est trouvée réunie au Château-d'Eau.

Une foule innombrable se pressait autour des représentants de l'ordre légal; on évalue à plus de cent mille le nombre des citoyens qui se trouvaient réunis.

A midi, la masse, formée en une seule colonne, s'est mise en marche aux cris mille fois répétés de *Vive la Constitution!*

A ce cri, quelques-uns mêlaient ceux de : *Vive la République! à bas les Cosaques!*

Le Peuple faisait taire ceux qui proféraient d'autres cris.

Il n'y avait d'armé que les quelques gardes nationaux qui stationnaient sur les boulevards Montmartre, Poissonnière, des Italiens et des Capucines.

Ces groupes, par leurs discours, étaient évidemment hostiles à la manifestation, mais nous devons reconnaître que tous, dès que la colonne défilait devant eux, s'empressaient de crier : *Vive la Constitution* ! et de se disperser.

Un peloton de troupe de ligne ayant traversé la manifestation, a été accueilli par les cris de *Vive la Constitution! vive la ligne!*

Il nous a paru beaucoup impressionné de cet accueil.

Tout se passait avec calme, et cette manifestation se serait terminée en laissant un grand et salutaire exemple de modération aux hommes qui s'obstinent à méconnaître le sentiment national; lorsque tout à coup, sans provocation aucune, la gendarmerie mobile, débouchant de la rue de la Paix au pas de course, a chargé la baïonnette en avant contre la colonne inoffensive et sans armes. Immédiatement après sont venus les dragons, qui au galop, ont chargé à droite et à gauche.

Plusieurs citoyens ont été foulés aux pieds des chevaux.

Quelques dragons sont tombés de cheval le Peuple s'est empressé de les secourir.

Après la brusque agression que nous venons de relater, l'innombrable multitude qui composait la manifestation s'est dispersée dans tous les sens en appelant aux armes pour répondre à l'attaque dont ils venaient d'être victimes.

A 3 heures 1/2 on a arrêté place des Victoires un représentant du peuple en écharpe qui criait : *Vive la Constitution!* Il a été conduit chez le commissaire de police.

Nous avons vu un lieutenant de la garde nationale de la 3e légion, 2e bataillon, 5e compagnie, saisi par une compagnie de la 2e légion, pour avoir crie : Vive la République! vive la Constitution!

On s'est élancé sur lui, on l'a maltraité, on lui a arraché une de ses épaulettes qu'on lui a ensuite jeté de loin. — Il n'a réussi à se dégager qu'avec la plus grande peine.

Vers une heure un quart les charges de dragons et de gendarmerie mobile ont commencé sur toute la ligne des boulevards. Il y a eu deux décharges l'une sur le boulevard des Italiens, l'autre sur le boulevard Montmartre. Aussitôt les boutiques se sont fermées et le Peuple s'est répandu dans les rues en criant : aux armes!

Nous constatons que les journaux de la réaction étaient tous ce matin d'une violence extrême, et provoquaient le pouvoir à des mesures de rigueur.

Un témoin oculaire nous rapporte qu'un peu après la rupture de la colonne par la gendarmerie mobile, un capitaine de la garde nationale se présenta devant le front des gendarmes de M. Rébillot, et protesta en termes très énergiques contre l'intervention brutale des baïonnettes dans une question toute constitutionnelle.

Puis, mettant un genou en terre et ouvrant son habit, il s'écria : « Voici ma poitrine, frappez, si vous l'osez! » A peine ces paroles étaient-elles prononcées, qu'il tomba frappé de plusieurs corps de baïonnette.

A quelques instants de là il était transporté mourant dans une voiture de place par quelques élèves de l'une de nos écoles nationales.

Le président de la République a fait le tour des boulevards. Il a été reçu tantôt par un morne silence, tantôt par les cris de : Vive la République! vive la Constitution!

Deux représentants de la Montagne, Magne et Mignot ont été arrêtés au Conservatoire des Arts et Métiers avec une cinquantaine d'artilleurs de la garde nationale.

Une partie des membres de la Montagne s'est install aux Arts et Métiers.

Cette position est cernée par la force armée.

Il y a des barricades dans les environs.

Il y a une barricade rue Transnonain au coin de la rue Jean-Robert et une autre au coin de la rue Aumaire.

La légion d'artillerie s'est entièrement prononcée pour les citoyens qui crient: *Vive la Constitution!* elle a défendu la position des Arts et Métiers.

Lorsque le 62e de ligne s'est dirigé sur les Arts et Métiers, les représentants de la Montagne et l'artillerie de la garde nationale sont allés au devant, les uns le chapeau, les autres la crosse en l'air, et poussant tous le cri de *Vive la République! vive la Constitution!*

Cependant le général qui commandait le régiment a ordonné de battre la charge et de croiser la baïonnette.

Les représentants, l'artillerie se sont retirés pacifiquement, en bon ordre devant cet acte de la force arbitraire.

Alors une scène déplorable de désordre s'est passée, les représentants, qui portaient leur écharpe en sautoir, ont vu la baïonnette croissée sur leur poitrine, et Rattier notamment a eu sa tunique traversée.

Le citoyen Ledru-Rollin n'est pas resté aux mains des agents du pouvoir.

C'est à deux heures, en apprenant l'attaque sans provocation de la manifestation, que la légion d'artillerie s'est prononcée pour la Montagne

Cette scène a eu lieu dans le jardin du Palais-National.

Comité fraternel des blessés et combattants de Février.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

13 juin 1849.

Citoyen rédacteur,

Veuillez avoir l'obligeance d'insérer la protestation suivante :

Le comité des blessés et combattants de Février proteste énergiquement contre les actes d'un gouvernement qui méconnait le principe dont il est sorti et qui viole la Constitution, en portant la guerre chez un peuple qu'il devrait protéger.

Il rappelle au président de la République que les blessés et combattants de Février, en lui ouvrant les portes de l'exil, espéraient que l'élu du malheur ne serait pas un jour le vassal du despotisme et le hulan de la camarilla d'Olmutz.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!
VIVE LA CONSTITUTION!

(Suivent les signatures.)

Nous recevons la lettre suivante :

Paris, le 13 juin 1848, 6 heures du soir.

Citoyen rédacteur,

Je viens d'adresser à mon colonel ma démission d'aide-major de la garde républicaine. Les réglements militaires s'opposent à ce que j'y joigne l'exposé des motifs qui me font agir. J'ai l'honneur de vous en donner ici connaissance.

Nommé par les hommes de Février, j'ai pu accepter d'eux la position exceptionnelle qui m'a été faite à l'Hôtel de-Ville, et plus tard dans la garde républicaine. Aujourd'hui, pour ne pas mentir à ma conscience sur mes principes républicains, je dois renoncer à cette faveur.

Enfant du peuple, quelque soit mon rang dans la hiérarchie militaire, je n'oublierai jamais ni mon origine ni mes devoirs, et c'est pour y être fidèle que je viens aujourd'hui protester avec tous les républicains, contre l'odieuse et flagrante violation des articles 5 et 54 de la Constitution.

Salut et fraternité.

CH. MENESSIER.

Chirurgien aide-major de la garde républicaine.

DERNIÈRES NOUVELLES.

D'après la *Gazette occidentale allemande* près de 7,000 Alsaciens, pour la plupart armés de fusils de la garde nationale, ont passé, le 8 juin, le Rhin, près de Kehl et Leuterbourg. Ils ont emporté avec eux des munitions en grande quantité. A Manhein tout le monde se préparait au combat. Le pont en fil de fer sur le Necker est enlevé.

Voici les dernières nouvelles de Rome. Elles nous parviennnent de Turin. Nous les publions sans les garantir.

Les Français ont été battus le 3, le 4, le 5 et contraints de s'écarter de Rome avec des pertes énormes.

Toutes les positions ont été reprises. En dernier lieu le carnage a été tel, qu'on ne saurait en donner aucune description.

Les Romains ont à déplorer la mort de Daverio. Bixio, Mameli, Musso et Santi ont été légèrement blessés.

La plus grande agitation règne dans tout Paris.

La moitié de la capitale est au pouvoir du Peuple.

Des informations qui viennent de bonne source nous apprennent que le Tyrol italien s'est insurgé. Dans les vallées de la province de Brescia et dans celles de

Bergamasque, le peuple s'agite. Beaucoup de guérillas composés de jeunes paysans qui se sont refusés à la circonscription, battent la campagne et ont repoussé les carabiniers impériaux. Dans le Vicentin, un remplaçant qui, dans les dernières années, coûtait 2,000 livres, en coûte maintenant 10,000, tant est grande la répugnance que les Lombards et les Véniens éprouvent pour le régime imposé par le féroce Radetzki.

Le 4, la ville d'Ancône résistait toujours, bien qu'elle fut bombardée depuis le 25 par les troupes du général Wimpffen.

Le général autrichien, comme il avait fait pour Bologne, avait cru nécessaire de demander un renfort, et le 4, un matériel de guerre considérable était parti de Ferrare en se dirigeant vers la Romagne.

EXTÉRIEUR.

ÉTATS GERMANIQUES.

Francfort, 10 *juin*. — L'archiduc Jean, en qualité de chef de l'empire, a fait publier aujourd'hui un proclamation au Peuple badois, dans laquelle il annonce qu'une armée de l'empire va commencer ses opérations contre les révolutionnaires. Il engage le Peuple à aider l'armée à prévenir une guerre sanglante.

Bavière. — **KAISERSLAUTERN**, 3 *juin*. — Plusieurs officiers de cavalerie et d'artillerie français sont entrés au service du gouvernement provisoire du palatinat. Ce gouvernement vient aussi de conclure une convention avec deux députés du Haut-Rhin pour la formation d'une légion alsacienne. Le conseil municipal de Spire qui refusait d'obéir au gouvernement provisoire est déposé.

PRUSSE.

BERLIN, 9 *juin*. — Tous les commissaires de police viennent de recevoir l'ordre d'arrêter tous les démocrates, aussitôt que l'arrestation pourrait être tant soit peu motivée. On prépare des casernes pour les prisonniers de ce genre. On dit que c'est le prince de Prusse lui-même qui prendra le commandement en chef de l'armée du Rhin. Le pouvoir central a proposé de donner ce commandement au prince Emile de Hesse. On a à Berlin la connaissance des intrigues qui se font dans l'Allemagne méridionale. On veut savoir que le grand-duc de Bade s'entend secrètement avec Brentano, un des membres du gouvernement provisoire, et que l'influence du cabinet français y est pour quelque chose.

D'un autre côté, la Bavière voudrait profiter des embarras du grand-duc de Bade, pour prouver la descendance illégitime de la dynastie badoise, et pour s'approprier le palatinat badois. Le ministère actuel de l'empire, le roi de Wurtemberg et l'Autriche protégeraient les intrigues et les prétentions de la Bavière.

Les dépenses extraordinaires de l'armée prussienne sont augmentées depuis les mouvements des troupes contre l'Allemagne méridionale, d'un million d'écus par mois.

(*Gazette de Cologne*).

POLOGNE.

CRACOVIE, 8 *juin*. — Le prince Paskiewicz, qui devait arriver à Cracovie le 5 juin, a subitement retardé son voyage. Aujourd'hui ses équipages seuls sont arrivés. Le prince aime le luxe asiatique : neuf voitures, cent vingt hommes de service et deux cents sept chevaux le précèdent. La plus grande partie de sa suite n'est pas encore ici. On ne sait pas au juste le jour de son arrivée.

Les libraires de Cracovie ont été obligés de promettre par écrit qu'ils ne vendraient pas les portraits de Kossuth et des généraux qui se trouvent dans l'armée hongroise.

HONGRIE.

Les journaux de Pesth font une guerre acharnée à l'Autriche. Ne pouvant plus éviter la présence des Russes en Hongrie ils démontrent que cette intervention, en supposant qu'elle obtienne le résultat qu'on s'en en est proposé, aura les plus tristes résultats pour l'Autriche. La Hongrie reconquise par les Russes sera pour l'Autriche ce que sont la Valachie et la Moldavie pour la Turquie. Mais cette supposition que les Hongrois puissent être vaincus les mêmes journaux la rejettent bien loin. Ils pensent au contraire que la Hongrie est appelée a faire, en devenant libre et indépendante, un contre-poids entre la Russie et l'Autriche et ils espèrent que la Russie finira par comprendre l'importance de cette idée. D'ailleurs ils prêchent la résistance a mort et prétendent que la guerre doit être poussée de nouveau jusqu'à Vienne.

La diète hongroise a nommé Gœrgey dans sa séance du 25 mai feld-maréchal lieutenant et lui a conféré la grande croix de l'orde de mérite. Elle a aussi voté des remerciements à l'armée pour la prise de Bude.

Un Hongrois, qui occupe maintenant un poste officiel à l'étranger, a communiqué aux journaux ses observations à propos des mensonges que répand le gouvernement autrichien. Il n'est pas vrai que la proclamation de la République ait partagé les esprits les Hongrois par la simple raison qu'on n'y a pas proclamé la République ; on y a seulement décrété la déchéance de la dynastie et institué un gouvernement provisoire. Il n'est pas non plus vrai que les hussards hongrois auraient refusé de suivre Dembinski en Galicie, car d'abord le fait lui-même que ce général aurait tenté une pareille opération est controuvé, et ensuite la discipline dans l'armée hongroise est si sévère qu'une résistance de ce genre n'est pas même imaginable. Enfin, il n'est pas vrai encore que les Polonais se soient mêlés dans les affaires intérieures de la Hongrie. Ils n'y forment pas de parti, ils combattent dans les rangs de l'armée, ils y sont bien vus et considérés comme frères. On ne peut pas contester que les généraux Bem, Dembinski et d'autres Polonais n'exercent une grande influence sur les opérations militaires, mais cette influence n'ote rien à l'admiration que leur témoignent tous les Hongrois.

PRESBOURG, 4 *juin*. — Une partie du régiment de grenadiers qui se trouvait ici en garnison, a reçu subitement l'ordre de se rendre à Vienne. Des sympathies hongroises se seraient manifestées dans ce régiment. D'après un bruit, les Hongrois ont passé la Waag, pris et brûlé la ville de Sezcred, et forcé les Autrichiens à se retirer bien loin avec leurs équipages de pontons. On remarque que les troupes russes attendent le combat avec impatience, tandis que les troupes autrichiennes sont complètement découragées.

Le général Dembinski a fait faire des retranchements dans les montagnes du comitat de Sarosch, et notamment à Démète, sur la route qui conduit de Dukla en Hongrie, et à trois milles de Preszow. Son avant-garde, composée de cinq mille hommes, occupait ce défilé.

Le gros de son armée se trouve à Preszow et à Koszyce, et il ne paraît pas avoir l'intention d'accepter une bataille décisive. Son plan serait plutôt d'arrêter les Russes par des combats partiels, de les fatiguer et d'attendre des renforts de Debreczin. C'est par le défilé de Dukla que 30,000 Russes et les troupes autrichiennes, sous Barko, doivent entrer en Hongrie. On dit que Paskiewicz commandera l'attaque en personne. Le général russe Sass qui se trouve en Gallicie à Nowgtarg avec 17,000 hommes, a envoyé 600 Cosaques dans le Zips pour y faire une reconnaissance.

D'après les dernières nouvelles de Debreczir, Kossuth a fait mettre le sequestre sur les biens de tous les magnats absents s'ils ne reviennent au bout de quatre semaines pour signer la reconnaissance du gouvernement provisoire.

AUTRICHE.

VIENNE, 7 *juin*. — Depuis quelques jours, 87 voitures chargées de blessés ont été transportés dans nos hôpitaux, Ils arrivent des bords de la Waag, où un combat sérieux a eu lieu. On dit que les Hongrois ont laissé traverser cette rivière à un corps de 10,000 Autrichiens et les ont depuis attaqués et battus. Un bataillon du régiment Deutschmeister fut presque détruit dans cette affaire.

Les Turcs ont concentré en Valachie un corps de 8000 hommes qui sont dans la meilleure intelligence avec les Hongrois. C'est par la Turquie que les Hongrois reçoivent la plupart de leurs provisions de guerre. La présence des Russes n'y fait rien, car on sait qu'avec de l'argent on peut faire tout avec eux. (*Gazette occidentale.*)

— Deux employés du ministère des affaires étrangères, Czeremiski et Fisko, ont été arrêtés. On les accuse d'avoir eu des relations secrètes avec le gouvernement Hongros.

ITALIE.

Piémont. — **TURIN**, 9 *juin*. — Voici le jugement que portent sur l'attaque de Rome les journaux royalistes constitutionnels de Turin.

La *Concordia*, après avoir fait l'historique des négociations qui ont eu lieu devant Rome après avoir énergiquement flétri la mauvaise foi de notre gouvernement et du général Oudinot ; après avoir, dans une narration rapide esquissé les magnifiques monuments antiques modernes qui ornent cette reine du monde ; s'écrie avec douleur.

Eh ! quoi, c'est sur cette ville embellie de toutes les merveilles, de tous les chefs d'œuvre de l'art, que le président de Républiq le française, que les ministres de la France ont déchaîné tous les éléments de destruction.

Les impies, plus impies encore qu'insensés ! Rome ne s'appartient pas seulement à elle-même : elle appartient à la civilisation, à la chrétienté tout entière, et en s'attaquant à Rome la France se rend coupable du crime de lèse-humanité.

Elle punit dans ses codes les ravisseurs, les homicides, les incendiaires ; quel code contiendra des châtiments assez terribles pour punir la France, qui apporte dans l'Italie le ravage et la mort, qui vient incendier des monuments, l'œuvre et la propriété de tant de générations ; qui vient arracher aux Romains le don le plus précieux que Dieu ait fait à l'homme : la liberté !

Si dans cette lutte impie triomphent ceux qui gouvernent la France, la liberté de l'Italie, la liberté de l'Europe succomberont avec la liberté romaine, et le jour viendra bientôt où la France avant d'avoir vengé les désastres de la première restauration subira les horreurs et la honte d'une nouvelle invasion.

Mais si au contraire la liberté triomphe à Rome, avec elle triompheront la liberté de l'Italie, celle du monde entier. L'étincelle partie des bords du Tibre ira enflammer en France le cratère des révolutions toujours bouillant, et alors Bonaparte, ses ministres, les rétrogrades de tous les pays seront engloutis par le torrent de la lave révolutionnaire qui détruira pour jamais les institutions décrépites de l'Europe.

Le journal *l'Opinione*, après avoir attribué à la simonie politique l'expédition de Rome, après avoir parlé de certaines relations entre un banquier juif que nous n'avons pas besoin de nommer et MM. Thiers et Odilon Barrot, après avoir assigné à l'expédition romaine des motifs infâmes que la loi nous défend de reproduire, et lancé contre ces deux hommes d'Etat une accusation qui nous fait rougir pour eux, s'écrie à son tour.

En bien ! qu'elle sera l'issue de cette attaque criminelle ? Les Romains triompheront-ils ? Non ! On ne peut espérer qu'une ville seule résiste aux attaques de la France, de l'Autriche, de l'Epagne, et de Naples. La victoire restera-elle aux Français ? Oh ! qu'ils le sachent bien, cette victoire sera plus honteuse que la défaite de Novarre, plus honteuse encore que l'échec éprouvé par leur drapeau sous les murs de Rome. Courage Louis Bonaparte ! votre oncle a couvert la France de toutes les gloires ; vous lui donnez toutes les hontes. Oh ! le digne successeur du grand homme. Oh ! qu'il est digne de restaurer son glorieux empire.

— Le garde des sceaux a adressé aux tribunaux une circulaire pour les inviter à prendre toutes les informations nécessaires lorsqu'ils en seront requis par la commission d'enquête chargée d'instruire sur les événements de la campagne de Novarre,

— Le cercle Viale qui est à Turin ce qu'était à Paris le comité de la rue de Poitiers, c'est-à-dir une réunion de toutes les aristocraties rétrogrades, s'agite beaucoup pour obtenir au prochain parlement des nominations analogues à celles de la France. On assure cependant que, si au moment des élections le télégraphe ne sert pas quelque plat de son métier, la démocratie triomphera.

— Les fièvres exercent beaucoup de ravages parmi les soldats rassemblés au camp de Saint-Maurice.

— **ALEXANDRIE**. — Un commissaire du gouvernement a requis la commune de Felizzano de remettre à sa disposition de grands locaux pour y emmagasiner des vivres. Serait-ce pour la garnison autrichienne d'Alexandrie, et a-t-on envie d'approvisionner pour elle les immenses souterrains de la citadelle ?

GÊNES, 7 *juin*. — Hier ont eu lieu devant le conseil de guerre les débats du procès intenté au major Melly, du 18e régiment d'infanterie, accusé d'avoir, lors du bombardement de Gênes, volé à main armée l'argenterie appartenant au chevalier Doria Pamfili. La sentence n'est pas encore publique ; mais on assure que le major Melly a été condamné à la dégradation et à vingt ans de travaux forcés.

Parme, 5 *juin*. — Le gouvernement ducal marche de triomphe en triomphe à l'ombre des baïonnettes autrichiennes. Sept mille Autrichiens venant de Bologne sont attendus demain. Maintenant que la garde nationale est désarmée, ils diminuent leur garnison.

Lombardie. — **MILAN** 7 *juin*. — Des bandes de 150 et 200 conscrits réfractaires parcourent la Brianza, et la Varesolto et frappent des contributions sur les propriétaires pour faire cesser ces désordres la police a envoyé 200 agents de police et 60 gendarmes sous les ordres de Galimberti père et fils dans une rencontre les insurgés ont tué Galimberti père, ainsi que deux gendarmes. Galimberti fils et plusieurs autres ont été mortellement blessés.

MONZA, 6 *juin*. — Cette nuit, deux compagnies de chasseurs italiens se sont enfuies de notre ville, où elles tenaient garnison. Elles se composent ensemble de 150 hommes.

UDINE, 31 *mai*. — Les voleries de nos maîtres et seigneurs ont enfin commencé à Udine. Du premier coup ils ont frappé cinq familles d'une contribution de 480,000 fr. Un ordre l'accompagne, et c'est celui pour chacun des imposés de verser la somme dans le délai de vingt jours, sous peine de voir le séquestre apposé sur leurs biens.

Après avoir perdu la plus belle occasion de racheter notre indépendance, il nous faut encore donner notre sang et nos trésors à ces misérables assassins. Il ne se pssse pas ici de jour sans que les Autrichiens, sous prétexte d'armes trouvées, ne fusillent quelques personnes.

Toscane. — **FLORENCE**, 5 *juin*. — Si nous sommes bien informés, le gouvernement va publier une loi sur la presse, dans laquelle sera respecté le principe de la liberté. On doit y introduire le principe du cautionnement. Les journaux quotidiens seront taxés à mille écus (six mille francs).

On assure, en outre, que la garde nationale va être réorganisée.

Bientôt sera publié un projet de loi sur l'instruction publique.

République romaine. — **CIVITA-VECCHIA**, 6 *juin*. — Voici quelques détails qui nous sont parvenus :

Pendant la journée du 3 et la matinée du 4, les Français avec le gros de leurs forces, attaquèrent les points culminants des fortifications qui entourent Rome, du côté des Transtévérins, c'est-à-dire contre la porte S. Pancrazio, et les éminences de Saint-Pierre in Montorio.

La ligne d'attaque s'étendait au delà. Les Français firent quelques démonstrations du côté des autres postes, et même vers le port de Ripesta ; mais ce n'étaient que de simples diversions pour masquer l'attaque véritable et détourner l'attention des défenseurs.

La porte S. Pancrazio fut héroïquement défendue. En vain les Français renouvelèrent plusieurs fois leurs bataillons. Ils ne réussirent qu'à gagner quelques points d'approche, bien qu'ils combattissent contre des hommes exténués par la fatigue. Ces deux points sont la villa Pamfili et la villa Corsini, prise le 3, et plus près que la première des portes de la ville.

L'occupation de cette dernière n'a eu lieu qu'après un rude combat, et a coûté beaucoup de sang. Trois fois la villa Corsini fut emportée par les Français, et trois fois reprise par les Romains. Enfin des forces supérieures obligèrent ces derniers à rentrer dans les murs de Rome.

Quelle douleur cruelle et profonde n'éprouve-t-on pas en pensant à tant de bravouve, à tant de sang dépensé dans une guerre impie. Mais l'odeur de la poudre enivre, et la lutte ne peut finir que par l'extermination de l'un ou l'autre parti.

Dans la journée du 3, après l'occupation de la villa Corsini les Français ne répondaient que faiblement au feu des fortifications romaines. Ils s'occupaient de mettre des batteries en position pour battre en brèche les murailles.

Il est difficile de se prononcer sur la perte des Français, parce que les lettres de l'intérieur de la ville varient beaucoup à cet égard, et qu'à Civita-Vecchia les nouvelles nous arrivent pour ainsi dire en contrebande par le soin que prennent les Français de ne pas les laisser transpirer.

Une personne bien informée vient de m'apprendre que le 3, vers midi, une brèche avait été ouverte à la porte Saint Pancrace ; mais que les Français ne se risquaient pas encore à l'assaut.

ANCONE. — Non-seulement cette ville a repoussé les Autrichiens, mais encore elle s'est emparée de quelques positions avancées.

L'ennemi a éprouvé de grandes pertes. Les paysans ont compté jusqu'è 16 charriots chargés de blessés. L'attaque par mer, formée par six bâtimens de guerre, a été également repoussée, et l'escadre a été obligée de prendre le large.

L'armée autrichienne montre à 17,000 hommes.

— Des nouvelles parvenues aujourd'hui annoncent que le drapeau de la France flotte sur les murs d'Ancône.

(*Democrazia Italiano.*)

LE RÉDACTEUR-GÉRANT,
EUGENE CARPENTIER.

Bourse de Paris du 13 juin.

La bourse était presque déserte. Tous les les spéculateurs étaient préoccupés de ce qui se passait sur les boulevards, et l'on n'osait ni acheter ni vendre de la rente.

Une foule de bruits ont été répandus.

On disait que l'assemblée législative devait être convoquée ce soir à domicile et qu'on proposerait la mise en état de siége de Paris.

La rente 5 p. 0|0, qui était hier à 81 90, a fait 81 30 avant la Bourse, et s'est tenue, pendant toute la durée du parquet, de 80 75 à 80 80.

On reste à 81 50. Il y avait des achats assez nombreux à la clôture.

La rente 3 0|0 est restée pendant toute la bourse de 49 90 à 49 75. Elle a repris à la clôture à 50 50. Après la bourse, à quatre heures, le 5 0|0 faisait 81 55.

Paris.—Imprimerie de POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12